Document généré le 18/07/2026 18:10

Études internationales

Cardoso, Fernando Henrique et Faletto, Enzo, *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley (Col.), University of California Press, 1978, 256 p.
Mendes, Candido, *Contestation et développement en Amérique latine*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 183 p.

Cary Hector

Volume 11, numéro 1, 1980

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701024ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701024ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Hector, C. (1980). Compte rendu de [Cardoso, Fernando Henrique et Faletto, Enzo, *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley (Col.), University of California Press, 1978, 256 p. / Mendes, Candido, *Contestation et développement en Amérique latine*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 183 p.] *Études internationales*, *11*(1), 177–180. https://doi.org/10.7202/701024ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

CARDOSO, Fernando Henrique et FALETTO, Enzo, *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley (Col.), University of California Press, 1978, 256p.

MENDES, Candido, *Contestation et développement en Amérique latine*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, 183p.

De ces deux publications, d'entrée de jeu, il convient de souligner leur accès *déphasé* par rapport à un public francophone, compte tenu du laps de temps écoulé entre leur première parution, et leur traduction en français : CARDOSO et FALETTO : 1969/1979 ; MENDES : 1974/1979.

Dans le cas de Cardoso, en particulier, il était grand temps que soit traduit cet ouvrage fondamental à partir duquel ont essaimé bien des analyses, des polémiques, des controverses, voire des « théories » sur la dépendance en Amérique latine. De l'auteur lui-même, on connaît certes, en français, deux ouvrages chez Anthropos, 1969 et 1971, et deux articles, dans *l'Homme et la société*, 1973 et 1974, relatifs à ce thème mais non point, jusqu'à cette date, l'ouvrage dont il sera question ici. Faisons tout de suite remarquer qu'à cet effet, nous tiendrons compte de la version française (publiée aux Presses Universitaires de France en 1979), celle-ci étant la traduction de l'original espagnol et de la version anglaise signalée au début. Quant à Candido Mendes, il nous offre, lui aussi, « la traduction adaptée d'un manuscrit écrit en 1972 », édité, deux ans plus tard, en espagnol puis revu et traduit en anglais en 1977.

Comme il arrive souvent dans ces cas, le public visé par la toute dernière édition est gratifié d'une nouvelle préface ou d'un avertissement approprié ou, idéalement, d'ajouts et de remaniements qui tiennent compte – si l'auteur le veut bien – des développements récents dans le domaine en question. Cardoso et Faletto combinent, dans une certaine mesure, ces deux possibilités avec une préface et un post-scriptum, tandis que Candido Mendes se contente d'un « avertissement au lecteur ».

Pour être déjà amplement connu, l'ouvrage de Cardoso et Faletto sera ici brièvement mis en perspective, sous le double éclairage de son contenu proprement dit et de son apport au courant de pensée latino-américain dit *dependendista*. Nous nous pencherons ensuite sur l'analyse sociologique qu'entend faire Candido Mendes de l'articulation entre contestation et développement en Amérique latine.

Issu entre 1965 et 1967 de leurs travaux à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES, annexe de la CÉPAL), *Dépendance et développement* avait pour objet, selon Cardoso et Faletto, de « montrer comment, en Amérique latine, se fait l'articulation entre développement social, politique et économique » (préface : p. 10). Dès lors, tout le contenu de l'analyse reflétera le souci d'aborder la dépendance non pas comme une dimension « externe », à l'instar des analyses inspirées de la CÉPAL, mais comme un phénomène global, externe *et* interne. En particulier, en ce qui concerne « l'interne », les auteurs insisteront sur le fait que, selon eux, la dépendance est inconcevable sans des lieux, mécanismes et instruments qui non seulement « l'intériorisent » mais aussi la « reproduisent ». « Pour nous, précisent-ils, les rapports entre forces internes et forces externes forment un tout complexe dont les liens structurels ne se basent pas sur de simples formes externes d'exploitation et de coercition, mais plongent leurs racines dans les convergences d'intérêts entre les classes dominantes d'un pays donné et les classes internationales et que les groupes et les classes dominées locales peuvent remettre en question » (préface, p. 17).

Ainsi émerge une double constante méthodologique : d'une part, la saisie du phénomène global à travers une démarche

dialectique et, d'autre part, la nécessité d'une connaissance intime et chaque fois renouvelée des structures internes (le système productif, les rapports de classes, les rapports de pouvoir, etc.) au travers desquelles s'installe, se reproduit et se redéfinit la dépendance. En fait, toute la nouvelle préface à l'édition française est consacrée à la mise en relief de la démarche conceptuelle et méthodologique des auteurs.

Une fois la dépendance mise en perspective dans le cadre d'une « analyse globale du développement » (chapitre 2) et démarquée notamment de catégories connexes comme « sous-développement » et « périphérie », les auteurs s'attachent, au chapitre 3, à présenter deux types de *situations de dépendance* au cours du XIX^e^ siècle jusqu'à la crise de 1929 : les situations où le système productif est sous le contrôle de groupes nationaux et celles identifiées, à toutes fins pratiques, à des économies d'enclave. Viennent ensuite deux autres chapitres importants où les auteurs consacrent de longs développements au rôle politique des classes moyennes (chapitre 4) dans la période dite de transition (i.e., grosso modo, durant les trois premières décennies du XX^e^ siècle) ainsi qu'à la question du nationalisme et du populisme durant la phase de consolidation du marché intérieur (chapitre 5).

Avec le dernier chapitre (6), nous entrons de plein pied dans la période contemporaine d'industrialisation à travers et par le capital multinational, i.e. après 1945, ce que les auteurs appellent « l'internationalisation du marché » et qui dévoile « la nouvelle nature de la dépendance » (i.e., la dépendance technologique et financière). L'analyse débouche ainsi sur la domination autoritaire–corporatiste des régimes (militaires et civils) « qui assurent la transition vers un mode de production capitaliste industriel » (p. 77). Ainsi, historiquement, la boucle est bouclée : de l'intégration au marché mondial à travers les situations de dépendance repérées et analysées au cours des chapitres 3, 4 et 5 au développement *capitaliste* dépendant, du moins dans les pays les plus « avancés », de la périphérie latino-américaine.

Quant au post-scriptum ajouté à la version originale, il ne sert pas, comme on pourrait s'y attendre, à « actualiser » celle-ci : ce serait là, selon l'admission franche des auteurs eux-mêmes, une prétention vaine. Toutefois, ils cherchent à y discuter, sur un plan général, trois thèmes : « les grandes transformations au sein du système capitaliste et de l'ordre mondial ; les implications de la politique internationale sur le comportement latino-américain à l'échelle mondiale ; le remaniement de l'ordre politique interne, notamment de l'État, en Amérique latine et la réaction des mouvements populaires » (p. 184). Le troisième volet nous semble d'un intérêt particulier pour l'analyse du rôle de l'État en Amérique latine, notamment dans la perspective d'un développement capitaliste dépendant mettant en relief l'association entre capital public, privé et multinational. État élargi et renforcé, il devient le « carrefour naturel » de la lutte des classes et des rapports fondamentaux de dépendance et, de ce fait, parce que « nation sans être souverain », « le nœud gordien de la dépendance » (p. 203).

Avec cet ouvrage, Cardoso et Faletto auront eu le mérite d'enregistrer définitivement la rupture nécessaire avec les courants d'analyse du développement latino-américain en fonction de la dépendance « externe », mais aussi et en même temps avec les courants à la remorque des schèmes d'explication émanant des pays centraux du capitalisme. En témoignent les nombreuses controverses et polémiques impliquant sinon les deux auteurs, du moins Cardoso, en particulier (voir *l'Homme et la société*, *New Left Review*, *Latin American Perspectives*, etc.). Et ce dernier a lui-même prêché d'exemple par des analyses concrètes sur l'Argentine et le Brésil.

Aux auteurs on a tantôt reproché le « sociologisme » de leur démarche (négligence d'intérêts économiques spécifiques), tantôt l'insuffisance ou la faiblesse de leur typologie des situations de dépendance, ou

encore le chevauchement de catégories fonctionnalistes et marxistes dans leurs analyses, etc. Il nous semble que les auteurs ont pu prendre conscience des limites et limitations de leur ouvrage. Néanmoins, la trame fondamentale, les tendances profondes, décelées voilà dix ans, se sont avérées pertinentes : il n'y a pas, on le sait, de meilleure preuve de durabilité que l'épreuve du temps.

– Qu'en est-il de *Contestation et développement en Amérique latine* ?

Sociologue brésilien, recteur-propriétaire d'une université privée portant son nom, Candido Mendes entreprend ici un travail (qui) « relève plus de l'essai que d'une longue analyse basée sur une abondante compilation » (p. 19). L'objet d'étude ? « les différentes formes de contestation sociale, depuis la simple pression jusqu'à l'emploi systématique de la violence » (p. 7). La première référence qui accompagne cet énoncé nous renvoie, quelque soixante pages plus loin, à la définition de la « contestation » par l'auteur : expression politique collective du *dissentiment*. Celui-ci : « pression sociale exercée par les aspirations d'individus ou de groupes qui ne trouvent pas leur satisfaction au travers du cours normal de la vie politique et des procédures conventionnelles d'*opposition* » (p. 71).

Soit. Une définition en vaut une autre, la meilleure faisant toujours preuve de clarté, de concision et d'univocité. Ici, une première difficulté : que signifie « cours normal » ? « Les procédures conventionnelles d'opposition » ont-elles, pour l'auteur, une valeur générale (ou généralisante) *implicite* ?

En mettant volontiers entre parenthèses ce premier obstacle conceptuel, nous pouvons revenir à la problématique d'ensemble : « l'hypothèse qui sous-tend notre analyse est que les phénomènes de *contestation sociale* (...) sont peut-être la manifestation de dysfonctions dans les interactions entre les deux ordres de sous-systèmes : économique et politique » (p. 32). On aura reconnu le langage et le code théorique. Il s'agit de ceux utilisés par Almond and Pye, K. Deutsch, D. Apter, etc., et qui fondent toute la tradition fonctionnaliste ou structuro-fonctionnaliste de la science politique américaine. Qu'à cela ne tienne : nous ne ressasserons pas les critiques habituelles faites à ce courant d'analyse (pensée ahistorique et mécaniciste, par exemple), car ici l'histoire est présente et interpellée pour corroborer les prémisses de l'analyse. Dès lors, l'éclairage critique doit porter sur celles-ci et ses résultats.

Partant de son hypothèse de travail, Candido Mendes propose de relier les phénomènes de contestation sociale à deux modèles de changement. Le modèle dit « trophique » (de *trophos*, concept biologique) désigne « la trajectoire ordonnée d'un processus déterminé de changement » et représente pour le système d'ensemble d'évolution (...) ». Le modèle « dystrophique » perturbe la synchronie du procès d'évolution « en dissociant sous-système politique et sous-système économique » (pp. 42–43). Le premier modèle correspondrait à l'expérience brésilienne et argentine du populisme tandis que le second servirait de référence à la période des régimes technocratico-militaires inaugurée à partir de 1964 (coup d'État au Brésil). Comme l'intérêt de l'auteur porte primordialement sur ces régimes, il s'ensuit que les phénomènes de contestation analysés prennent ceux-ci comme toile de fond.

Il convient de s'arrêter ici pour enregistrer quelques indications critiques limitées à ces premières données. D'abord, la vision du changement social comme processus ordonné, harmonieux et synchrone : aucune situation historique concrète ne saurait corroborer une telle vue de l'esprit. Or celle-ci permet à l'auteur non seulement d'écarter la contestation sociale pouvant être liée au modèle « trophique » lui-même, mais aussi de formuler une hypothèse de travail qui nous semble être en fait une pétition de principe, voire une tautologie : s'il y a contestation sociale, c'est à cause – l'auteur ajoute : « peut-être » – de « dysfonctions »

dans l'ensemble du système social, et celles-ci s'expliqueraient par le modèle de changement « dystrophique », par définition, nous le savons, perturbateur de la synchronie du procès d'évolution...

On aurait tort de penser que ce constat fait, le reste de la démonstration s'avère dénué d'intérêt. Les II[e] et III[e] parties de l'ouvrage comportent des développements analytiques (sur la typologie de la contestation et les acteurs de la contestation) qui méritent de retenir l'attention. Ici il faut signaler l'effort d'intelligence réflexive sur des événements conjoncturels afin d'appréhender leur portée et signification sous-jacentes.

Une certaine ambiguïté spatiale et temporelle affecte le tableau « général » des formes ou degrés de la contestation. En effet, en même temps que l'auteur dit s'en tenir à l'expérience argentine et brésilienne, il l'extrapole souvent à *l'ensemble* de l'Amérique latine: l'Argentine et le Brésil seraient-ils des modèles idéaux types, indépendamment des spécificités historiques et autres existant ailleurs ?

À cela il faut ajouter que parfois l'analyse perd en intérêt parce que *désactualisée* : ainsi, par exemple, l'analyse de l'opposition (pp. 77ss) ou encore de l'opposition électorale au Brésil, la référence étant l'année 1966 ! Or, au plus tard en 1973–1974, bien des choses se sont passées au Brésil, et particulièrement dans l'opposition de type électoral, qui appelleraient de nouvelles évaluations. On pourrait faire des remarques similaires pour les marches et les grèves politiques.

Une bonne partie des observations de l'auteur sur l'intelligentsia contestataire (pp. 127–144) nous semble également limitée conjoncturellement parce que s'appliquant surtout jusqu'en 1972–1973. Avec l'institutionnalisation de l'opposition dès 1974, de nouvelles possibilités vont s'ouvrir et être explorées, non plus seulement par les étudiants, la « fraction utopiste du clergé » et les intellectuels universitaires, mais aussi par d'autres groupes et forces sociales (syndicats, artistes, barreau, mouvement de femmes, etc.). De telle sorte que si le régime brésilien avait effectivement, dans un premier temps, réussi à « désinstitutionnaliser » l'intelligentsia (p. 141), il semble pertinent, à l'heure actuelle, de parler de sa *restructuration* et donc de ses fonctions potentielles renouvelées.

Enfin, nous ne saurions ne pas relever cet air d'ingénuité politique qui marque la fin de la conclusion de l'ouvrage. L'auteur souhaite en effet que lors du retour à la « normalité démocratique », le régime puise son inspiration « dans l'exemple de la contestation » (p. 169). Ce serait une ruse sans nom de l'histoire que l'ordre technocratico-militaire brésilien, argentin ou chilien s'avère avoir été imposé par mésinterprétation des revendications légitimes de la contestation sociale !

Cary HECTOR

Département de science politique,
Université du Québec, à Montréal

CHOMSKY, Noam et HERMAN, Edward S., *The Political Economy of Human Rights, vol. 1 : The Washington Connection and Third World Fascism*, Montréal, Black Rose Books, 1979, xviii + 441p.

Le livre de Noam Chomsky et de Edward Herman rassemble de façon rigoureuse une vaste documentation sur la répression dans le Tiers-Monde et sur l'attitude des dirigeants et des *media* américains face à cette répression. Les sources utilisées sont toujours clairement et précisément identifiées. Pas de savante théorie sur l'impérialisme (le mot n'apparaît pour ainsi dire jamais). Aux problèmes d'ordre conceptuel, Chomsky et Herman ont préféré une longue et patiente cueillette de documents, de témoignages, de monographies sur les violations des droits de la personne dans de nombreux États-clients de Washington. Ils ne se prononcent pas sur la question de savoir si ces violations chroniques sont inévitables,